



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 31/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ENTREPRISE DELDOSSI**

**ZONE INDUSTRIELLE BOIS MAJOU NORD  
33124 Aillas**

Références : 26-271  
Code AIOT : 0100081443

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement ENTREPRISE DELDOSSI implanté ZONE INDUSTRIELLE BOIS MAJOU NORD 33124 Aillas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENTREPRISE DELDOSSI
- ZONE INDUSTRIELLE BOIS MAJOU NORD 33124 Aillas
- Code AIOT : 0100081443
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : {Non Renseigné}

La station-service est constituée d'un réservoir enterré double paroi, avec détecteur de fuite de 80 m<sup>3</sup>, compartimenté (10 m<sup>3</sup> AdB/ 45 m<sup>3</sup> GO/ 15 m<sup>3</sup> SP95-E10/ 10 m<sup>3</sup> GO+)

Le site est soumis à déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées.

Le récépissé de déclaration date du 20/12/2016.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2.	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.8.	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Surveillance par l'exploitant de la pollution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	de la pollution rejetée	> 5.10		
8	Contrôles des circuits	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 7.2.	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un arrêté de mise en demeure est proposée suite à l'absence de pression dynamique d'un des 2 poteaux incendie et de l'absence des consignes au poste de dépotage.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<b>Constats :</b> <p>Demande précédente :</p> <p>L'exploitant justifiera de la levée des 5 autres non-conformités (ANC) présentes dans le rapport</p>

de vérification périodique de 2024.

Constat du jour :

Parmi les 5 ANC, l'exploitant a levé celles qui suivent :

Point 4.7 - Absence d'affichage des consignes de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel

Point 4.9.3 - Tous les flexibles ont plus de 6 ans et de ce fait sont considérés non conformes.

Point 4.9.3 - Les flexibles GO et E10 de la pompe 2 frottent au sol.

Il reste à lever :

Point 4.3 - Non présentation du document de recensement des risques

Point 4.3 - Absence des panneaux correspondants au document de recensement des risques

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de 2 mois, l'exploitant lève les 2 dernières non-conformités suivantes :

Point 4.3 - Non présentation du document de recensement des risques

Point 4.3 - Absence des panneaux correspondants au document de recensement des risques

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

**Constats :**

Demandes précédentes :

L'exploitant fournit les documents nécessaires au prestataire réalisant le rapport de vérifications

électriques;

L'exploitant lève l'ensemble des remarques présentes dans le rapport de vérification électrique 2025.

Constat du jour :

L'exploitant n'a pas encore fait réaliser la vérification de ses installations électriques pour 2026. L'exploitant a confirmé qu'il fournirait les documents manquants lors du prochain contrôle prévu début avril 2026.

Par ailleurs, les travaux de mise à la terre du pylône d'éclairage ont été intégralement réalisés par l'entreprise DIP. Une attestation de cette entreprise en date du 02/11/2025 a été consulté par l'IIC.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :

- de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars ;

**Constats :**

Demande de l'inspection précédente :

L'exploitant transmet un dossier de porter à connaissance à l'inspection des installations classées intégrant son choix quant au deuxième point d'eau incendie (poteau sur réseau "agriculture" ou autre), et inclut également une demande d'aménagement conformément à l'article R512-52 du code de l'environnement sur la pression dynamique requise concernant le premier poteau incendie déjà existant.

<p>Constat du jour :</p> <p>L'exploitant a installé un deuxième poteau incendie dont la pression dynamique est de 2.5 bars avec un débit de 77 m3/h (mesure de "techniques incendie" en date du 10/10/2025). Cependant, le premier poteau, le plus ancien, a toujours une pression dynamique nulle, et l'exploitant n'a pas déposé de porter à connaissance pour demander une dérogation à cette prescription.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit à la mise en conformité de la pression dynamique du premier poteau incendie existant;</li> <li>- soit au dépôt d'une demande d'aménagement conformément à l'article R512-52 du code de l'environnement sur la pression dynamique requise concernant le premier poteau incendie déjà existant.</li> </ul> <p><b>Ce point est repris dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) joint. Il est demandé à l'exploitant d'apporter ses éventuelles remarques sur ledit projet d'arrêté sous 15 jours et ce, au titre de la procédure contradictoire.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Consignes d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I &gt; 4.8.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modes opératoires, ceux-ci devant être présents à chaque poste de chargement et distribution. En particulier, une procédure est mise en place, visant à s'assurer systématiquement que le tuyau est effectivement raccordé avant que ne commence le chargement du réservoir de stockage ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Demande de l'inspection précédente :</p> <p>L'exploitant affiche les consignes nécessaires au niveau du poste de dépotage.</p>

<p>Constat du jour :</p> <p>L'IIC a constaté l'absence des consignes au poste de dépotage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant affiche les consignes nécessaires au niveau du poste de dépotage.  <b>Ce point est également repris dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) joint.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 5 : Dispositifs de sécurité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I &gt; 4.9.4.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de sécurité</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance, l'installation de distribution est équipée :</p> <p>- d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Demande de l'inspection précédente :</p> <p>L'attestation de bon fonctionnement du dispositif d'arrêt d'urgence est transmis à l'IIC.</p> <p>Constat du jour :</p> <p>L'IIC a consulté le document "attestation d'arrêt d'urgence" de l'entreprise DIP en date du 10/07/2025. Ce document confirme le bon fonctionnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Dispositifs de sécurité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I &gt; 4.9.4.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de sécurité</p>



<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance, l'installation de distribution est équipée : [...] - d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Demande de l'inspection précédente : L'exploitant installe un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation.</p> <p>Constat du jour : L'IIC a constaté l'installation du dispositif de communication. L'IIC a consulté le document "attestation de la borne de communication" de l'entreprise DIP du 02/11/2025, qui atteste de son bon fonctionnement. L'IIC l'a testé au jour de l'inspection et le dispositif était opérationnel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I &gt; 5.10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification</p>

du bon fonctionnement de l'obturateur.
<b>Constats :</b>  Demande de l'inspection précédente : L'exploitant transmet le document justifiant du bon fonctionnement de l'obturateur du débourbeur-séparateur.  Constat du jour : L'IIC a consulté le dernier document d'entretien du séparateur en date du 14/01/2025 qui mentionne que "le contrôle de fonctionnement de l'obturateur n'a pas relevé d'anomalie".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Contrôles des circuits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 7.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles des circuits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation. - présentation des registres de déclaration d'élimination des déchets et des bordereaux de suivi.
<b>Constats :</b>  Demande précédente : L'exploitant fait corriger son BSD en précisant le mode d'élimination de ses boues de séparateur et s'assure à l'avenir de leur bon remplissage.  Constat du jour : L'IIC a consulté le BSD de référence BSD-20250114-XY76JVRVR du 14/01/2025. Ce BSD indique que les déchets hydrocarbure ont été amenés et détruits par l'entreprise PSI Environnement avec le code d'élimination D9F (élimination physico-chimique). Après vérification par l'IIC, cette entreprise est bien autorisée à recevoir et traiter ce type de déchet (AP du 05/09/2016) , et elle possède en effet une filière d'élimination physico-chimique adaptée aux boues d'hydrocarbure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite